

ANNEXE 1



CAHIER DES CHARGES D'APPEL A PROJETS

**POUR LA CREATION D'UN DISPOSITIF D'HEBERGEMENT
ET D'ACCOMPAGNEMENT**

DESTINE AUX

**MINEURS NON ACCOMPAGNES (MNA) CONFIES A L'AIDE
SOCIALE A L'ENFANCE**

SOMMAIRE

Préambule

1 – Contexte et enjeux

- a- Contexte légal
- b- Contexte départemental et périmètre d'intervention actuel
- c- Les objectifs attendus

2 – Contenu des missions du projet attendu

- a- Localisation
- b- Public concerné
- c- Prestations attendues
- d- Critères de qualité de la structure
- e- Délai de mise en œuvre
- f- Aspects financiers
- g- Contrôle budgétaire et financier
- h- Qualité du projet attendu

3 - Modalités de réponse à l'appel à projet :

- a- Composition des dossiers de candidatures
- b- Modalités de dépôts des dossiers de candidatures
- c- Critère de sélection et modalités de notations

Préambule

Cet appel à projet s'intègre dans le dispositif de prise en charge et d'accompagnement des publics confiés à l'aide sociale à l'enfance de l'Aveyron et concerne plus particulièrement l'hébergement et l'accompagnement de mineurs ou jeunes majeurs non accompagnés.

Afin de répondre à ces besoins, le Conseil Départemental de l'Aveyron lance un appel à projet relatif à la création d'un nouveau dispositif d'accueil permettant d'offrir une prise en charge adaptée à ces publics.

Le Département souhaite se doter de places supplémentaires d'accueil spécialisé pour les mineurs non accompagnés dont l'accompagnement sera nécessairement accentué sur le volet de l'insertion socio-professionnelle et leur régularisation au regard de leur droit de séjour sur le territoire national.

1 – Contexte

a- Le contexte légal :

- **Loi du 02 janvier 2002-2** rénovant l'action sociale et médico-sociale
- **Loi du 05 mars 2007-293** réformant la protection de l'enfance
- **Loi du 14 mars 2016** relative à la protection de l'enfant
- **L. 222.5 et L.223.2** Code de l'Action Sociale et des Familles
- **L. 312.1** Code de l'Action Sociale et des Familles
- Décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles
- Décret n°2016-840 du 24 juin 2016 pris en application de l'article L.221-2-2 du code l'action sociale et des familles et relatif à l'accueil et aux conditions d'évaluation de la situation des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille.

Un mineur non accompagné (MNA) est un jeune de moins de 18 ans qui se trouve séparé de ses représentants légaux sur le sol français. De sa minorité, et de l'absence de représentant légal sur le territoire national découlent une situation d'isolement et un besoin de protection. Il est en outre privé de capacité juridique du fait de cette même minorité. Ces jeunes relèvent à la fois du droit des étrangers et, au titre de l'enfance en danger, du dispositif français de protection de l'enfance.

b- Le contexte départemental et périmètre d'intervention actuel :

Depuis le mois de mai 2013, le nombre de mineurs non accompagnés confiés au département de l'Aveyron augmente. Ces mineurs présentent un profil spécifique et nécessitent un accompagnement particulier tant sur le plan éducatif, psychologique, de la santé mais également sur le plan juridique et administratif.

Leur nombre, du fait des flux actuels constatés à l'échelon national continue de progresser et laisse entrevoir une poursuite de l'augmentation de ces accueils dans le département de l'Aveyron.

Ils représentent au 31 décembre 2018, 17,5 % des effectifs départementaux de l'aide sociale à l'enfance (mineurs et majeurs compris).

Selon les exercices précédents, notre département assure selon les années entre 0,36% et 0,38% du nombre de MNA confiés en protection de l'enfance à l'ensemble des départements français.

Le tableau ci-après indique l'évolution depuis 2014 :

2014	2015	2016	2017	2018	2019 (projection)
13	17	30	58	61	89

Pour répondre à ces besoins le Département de l'Aveyron a lancé un avis d'appel à projet en 2017 pour la création d'un dispositif d'hébergement et d'accompagnement pour adolescents et mineurs non accompagnés d'une capacité d'accueil de 30 places.

L'association Habitat Jeunes du Grand Rodez a été retenue à l'issue du classement rendu par la commission d'appel à projet réunie le 29 mai 2017.

Ce dispositif vient compléter une unité d'accueil de 20 places ouvertes le 15 janvier 2017 dont 15 pour des MNA rattachées à une Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) située à Sénergues et gérée par l'association Emilie de Rodat.

Par ailleurs, compte tenu de l'urgence du besoin, les autres MECS de l'Aveyron, sollicitées par le Département ont proposé dans les limites de leur capacité d'accueil autorisée un total de 21 places supplémentaires d'hébergement en 2018.

c – les objectifs attendus :

Le lancement d'un nouvel appel à projet est donc nécessaire **pour la création d'un potentiel de 50 places supplémentaires** compte tenu de l'évolution constatée des effectifs notamment sur ces trois dernières années.

Cet objectif global se traduit de la façon suivante :

- Lot 1 : installation dans les meilleurs délais en 2019 de 25 places autorisées,
- Lot 2 : sous réserve de consolidation de l'évolution quantitative et qualitative des besoins, autorisation partir du 2ème semestre 2020 d'ouverture de places supplémentaires, dans la limite de 25 places, soit par création d'un dispositif ex nihilo, soit par extension d'établissements existants.

Les candidats doivent, dans ce contexte, prioritairement orienter leur dossier sur la mise en œuvre de la phase 1 (lot 1), mais également indiquer d'ores et déjà leur capacité ou pas à se positionner sur la phase 2 (lot 2). Il est possible que différents acteurs s'associent pour proposer une réponse commune afin d'assurer un accompagnement complet des MNA.

2-Contenu des missions et projet attendu : (identiques pour les 2 lots)

a- Localisation :

Le dispositif d'accueil et d'accompagnement devra être implanté en Aveyron. Compte tenu des impératifs liés à l'intégration scolaire des jeunes ce dispositif doit être situé sur au moins un des trois pôles urbains du département : Rodez, Villefranche de Rouergue, Millau.

b- Public concerné :

Ce projet s'adresse aux MNA confiés au département de l'Aveyron dans le cadre de la protection de l'enfance.

Leur orientation vers ce dispositif d'accueil se fera :

- Soit après accueil dans l'un des dispositifs conventionnés avec le département de l'Aveyron pour la mise à l'abri, l'évaluation de la minorité et de l'isolement du MNA, décision du Procureur de la République de RODEZ après proposition de la cellule nationale d'appui. (Dispositions réglementaires),

- Soit réorientation depuis un autre département français qui a procédé à la mise et à l'évaluation de la minorité et de l'isolement du MNA.

- Soit après une phase d'accueil à la Maison Départementale de l'Enfance Famille qui intégrera si besoin une phase d'observation et de préparation supplémentaire préalable à la réorientation du mineur.

Les jeunes concernés seront âgés de 16 à 21 ans, garçons ou filles (de 18 à 21 ans s'ils bénéficient d'une aide jeune majeur de la part de la collectivité). A noter que ces adolescents peuvent présenter des problèmes de santé, des troubles du comportement ou de la conduite (fugues, conduites à risque...), des difficultés d'apprentissage et de maîtrise de la langue française, des troubles liés à leur exil.

Les publics prioritaires sont les mineurs de moins de 18 ans. L'objectif clairement attendu du prestataire est de préparer et d'accompagner la personne accueillie vers les dispositifs de droit commun, avec la prise en compte de ses besoins en matière de santé, de logement, de scolarisation ou de formation, d'insertion, de ressources financières. La prolongation de l'accueil de la personne majeure dans ce dispositif sera donc exceptionnelle.

c- Prestations attendues :

*** L'ensemble des prestations liées à l'accompagnement du jeune devront être assurées par le prestataire et formalisées dans le cadre du « projet de service » :**

- *volet administratif* : affiliation CMU et CMUC, dossier scolarité, dossier sinistre, dossier de régularisation du droit de séjour en France, accompagnement de l'intéressé auprès des autorités consulaires pour toute demande de documents d'identité, accompagnement auprès des instances administratives ou judiciaires si recours contre une décision défavorable,

- *volet éducatif* : procédure d'admission, participation à l'élaboration du Projet Pour l'Enfant, lien avec éventuels membres de la famille, orientation et projet d'orientation notamment au moment de la majorité.

-*volet santé* : toute démarche de soins auprès de la Permanence d'Accès aux Soins et à la Santé, des établissements de santé.

Le prestataire conduira les actions éducatives en lien étroit avec l'Unité Mineurs Non Accompagnés de la Direction Famille. L'exercice de l'Autorité Parentale n'est, sauf exception, pas exercée par les parents : elle est déléguée par l'autorité judiciaire au Président du Conseil Départemental (l'Unité Mineurs Non Accompagnés de la Direction Enfance Famille).

Ce service prendra toutes les décisions liées au Projet Pour l'Enfant (scolarité, soins, procédures administratives et judiciaires).

Le Projet pour l'enfant tel que défini par le décret n° 2016-1283 du 28 septembre 2016 relatif au référentiel fixant le contenu du projet pour l'enfant prévu à l'article L. 223-1-1 du code de l'action sociale et des familles, sera mis en œuvre par le prestataire.

Le prestataire proposera une organisation permettant d'accueillir sans délai les mineurs après sollicitation de l'Unité MNA de la DEF.

Le prestataire assurera régulièrement une évaluation de la situation du mineur pris en charge (*situation familiale, administrative, juridique, santé*) avant chaque échéance administrative ou judiciaire et à minima une fois par an. L'accompagnement devra se faire afin de favoriser l'insertion scolaire et sociale des jeunes. Celui-ci devra se faire en lien avec les services de l'éducation nationale (*établissements scolaires, classe Français Langues Etrangères,...*) où ils sont inscrits et/ou les centres de formation autorisés pour la prise en charge de ces jeunes, ainsi que les missions locales, les services de santé locaux.

***Un environnement sécurisé et des conditions de vie décentes :**

Les locaux et l'intervention des professionnels encadrant permettront de favoriser une prise en charge sécurisée du jeune et un respect de sa vie privée. Le jeune sera accompagné dans sa vie quotidienne.

*Un accompagnement spécifique favorisant l'intégration de chaque jeune :

L'accompagnement proposé au jeune devra tenir compte de son histoire et de sa culture. Il devra disposer de l'accès à la scolarité et la formation de droit commun. Des activités de jour pourront être proposées en complément de la scolarité et de la formation.

*Un apprentissage de l'autonomie :

Les jeunes seront accompagnés en fonction de leur âge et de leurs capacités dans la préparation de leur vie d'adulte.

*Le suivi médical :

Le bilan de santé s'il n'a pas pu être réalisé et finalisé dans le cadre de sa mise à l'abri sera engagé par la structure.

*L'accompagnement des jeunes du point de vue de leur statut juridique particulier (MNA) :

La structure devra accompagner les jeunes dans leur projet qu'il soit de retourner dans leur pays d'origine ou de maintien sur le territoire français. Les démarches devront se faire en étroite collaboration l'Unité Mineur Non Accompagnée de la DEF. L'accompagnement (déplacements, rendez-vous) sera réalisé par la structure accueillante.

*L'accès à la majorité :

Cette étape sera préparée avec le jeune en lien avec l'unité MNA de la DEF référent MNA de la DEF. Un travail préparatoire à l'échéance de la majorité sera mis en place tout au long de l'accompagnement. La structure formulera auprès de l'unité MNA une proposition d'orientation en privilégiant l'accès au droit commun à l'accès à un accueil jeune majeur.

d- Critères de qualité de la structure :

* La localisation :

La localisation de la structure devra permettre de répondre aux besoins essentiels au développement d'un jeune adolescent (scolarité, formation, accès aux soins, transports, activités sportives ou culturelles...).

De façon à optimiser les ressources locales et les possibilités d'accès au droit commun l'offre pourra comporter plusieurs options géographiques : une unité sur un site donné, ou plusieurs unités distinctes et sur des communes différentes dont le total capacitaire correspondrait au potentiel capacitaire indiqué en 1-d (mise en œuvre en 2 phases)

Comme indiqué supra, l'implantation de l'offre doit avoir lieu sur un des trois pôles urbain du département de Rodez, Villefranche de Rouergue, Millau où sont

implantés les établissements scolaires et de formation propres à cette tranche d'âge.

*Fonctionnement de la structure :

Le candidat doit indiquer les modalités d'accueil, d'organisation interne, les amplitudes d'ouverture de l'établissement, le rythme d'intervention auprès des jeunes, les modalités d'astreintes et la gestion des urgences. Le détail d'une journée type sera proposé et des activités et prestations seront présentées par le prestataire. Des procédures d'admission et de sortie du dispositif seront proposées et feront apparaître les délais.

*Projet individuel :

Les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des projets des jeunes accueillis seront détaillées et évaluées. Ils devront tenir compte des exigences posées par la loi du 5 mars 2007-293 réformant la protection de l'enfance et celle du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfance.

*Partenariat et collaboration :

Les projets de collaboration et de modalités de partenariat seront posés.

*Actions menées en vue de préparer la sortie des jeunes :

Le prestataire présentera les modalités d'élaboration d'orientation.

*Ressources Humaines :

Le candidat devra garantir un travail effectué par une équipe pluridisciplinaire.

Le dossier indiquera :

- le tableau des effectifs par type de qualification et emploi (en ETP),
- les recrutements envisagés en termes de compétence et d'expérience professionnelle,
- un planning-type envisagé pour une semaine,
- les éventuels intervenants extérieurs.

Attentes en matière de qualification :

- mission de direction, animation, coordination, diplôme d'encadrement, niveau BAC + 3 minimum,
- mission secrétariat administratif (accueil, information, orientation), niveau BAC pro/BTS,
- mission accompagnement éducatif/ hébergement des MNA : professionnels ayant une connaissance des publics étrangers (maîtrise de l'anglais), des réseaux partenariaux.

*Modalités d'évaluation de la qualité et mise en œuvre des droits des usagers :

Le projet doit indiquer les modalités de mise en œuvre des outils de la loi du 2 janvier 2002-2 garantissant le respect des droits des usagers (article L311-1 à

L311-9 du CASF) : livret d'accueil (pré-projet), contrat de séjour/DIPC, charte des droits et des libertés, règlement de fonctionnement (pré-projet), conseil de la vie sociale ou autres formes de participation, projet de service, ... (articles L311-1 à L311-9 du CASF).

Il doit également prévoir les conditions visant à promouvoir la bienveillance au sein du service.

Le candidat précisera enfin les modalités de pilotage de l'amélioration continue de la qualité et notamment les modalités prévues d'évaluation de la qualité du service rendu aux usagers.

e-Délai de mise en œuvre :

Lot 1: au plus tard au dernier trimestre 2019.

L'autorisation délivrée portera sur une capacité d'accueil de 25 places.

Lot 2: 6 mois après sollicitation formelle du Conseil départemental, soit au plus tôt au second semestre 2020.

L'autorisation délivrée portera sur la capacité d'accueil déterminée lors de la dite sollicitation dans la limite de 25 places supplémentaires.

f-Aspects financiers :

Le candidat devra construire une offre inscrite dans une logique de maîtrise de la dépense.

Il devra présenter, pour la réponse à l'appel à projets :

- un Budget Prévisionnel **propre à cette activité** sur une année pleine de fonctionnement. Les modèles des documents relatifs au Budget Prévisionnel et Plan Pluriannuel d'Investissement doivent être conformes au cadre normalisé fixé par arrêté pour les établissements relevant de l'article L313.1 du CASF,
- un Plan Pluriannuel d'Investissement et un Plan Pluriannuel de formation sur une durée de 5 ans pour le service,
- Le compte annuel consolidé de l'organisme gestionnaire : bilan financier de l'année N-1 (annexe 8),
- Le compte administratif de l'année N-1 de l'organisme gestionnaire.
- Le candidat devra au travers du prix de journée établi par jeune accompagné assurer le financement des missions ci-dessous listées (article R314-12) :

I. - La section d'exploitation du budget général ou d'un budget principal ou annexe retrace les charges d'exploitation normales et courantes de l'établissement ou du service, et notamment :

- 1° Les charges d'exploitation relatives au personnel ;
- 2° Les autres charges d'exploitation courante ;
- 3° Les charges financières et exceptionnelles ;
- 4° Les dotations aux comptes d'amortissements et de provisions.

II. - Elle retrace notamment, en produits :

- 1° Les produits de la tarification ;
 - 2° Les produits des services rendus et des biens vendus autres que les valeurs immobilisées, calculés selon la réglementation en vigueur ou en vertu de conventions passées avec l'établissement ou le service ;
 - 3° Les subventions, dons et legs affectés à l'exploitation ;
 - 4° Les produits financiers et les produits exceptionnels ;
 - 5° Les reprises sur provisions ;
 - 6° La valeur des dettes atteintes de péremption ou de déchéance ;
 - 7° La valeur des travaux ou des productions de stocks réalisés par l'établissement ou le service pour lui-même ;
 - 8° Les transferts de Charges. Le candidat devra bâtir un budget de fonctionnement englobant l'ensemble des charges listées ci-dessus. La proposition pour l'année 2019 devra être construite dans une logique de maîtrise de la dépense.
- Dans cette perspective, la proposition devra être en adéquation avec des références de l'Etat en matière de coût annuel à la place d'accueil d'un MNA, soit 40 000€ / an / jeune.

g-Contrôle budgétaire et financier :

Le candidat retenu deviendra, s'il ne l'est pas déjà, un service social et médico-social relevant des dispositions de l'article L312-1 du CASF, autorisé à accueillir des mineurs confiés par le Service de l'Aide Sociale à l'Enfance.

A ce titre, il devra fournir chaque année dans les délais impartis les documents administratifs et financiers prévus par les articles R314-1 et R314-17 du CASF (budget prévisionnel accompagné d'un rapport explicatif, le tableau des effectifs, le détail des rémunérations, le compte administratif de clôture, bilan d'activité, bilan financier, compte de résultat ...).

Il devra s'engager à accepter et faciliter tout contrôle administratif, comptable ou financier par les agents du département (conformément au CASF).

Il devra se soumettre à la procédure réglementaire de tarification avec le Département, autorité de tarification, et aux contraintes réglementaires liées.

Cette procédure annuelle repose sur les 2 temps suivants :

- Conformément aux articles R314-3 et suivants du CASF, le dépôt d'un budget prévisionnel de l'année N pour ce service de prise en charge des MNA, avant le 31 octobre de l'année N-1. Le Département arrêtera un budget prévisionnel, et fixera par arrêté le prix de journée retenu après une période contradictoire ;

- Conformément aux articles R314-5 et suivants du CASF, le dépôt d'un compte administratif de l'année N-1 de ce service de prise en charge des MNA, avant le 30 avril de l'année N. Le Département arrête le compte administratif dans le cadre d'un dialogue de gestion. Le compte administratif arrêté constitue une base pour la tarification de l'année n+1.

Au-delà de cette procédure, un dialogue de gestion annuel approfondi s'effectuera entre le candidat retenu et le Département en prenant en compte à la fois, les évaluations de profil, les conditions de prise en charge, les facteurs externes et internes d'évaluation des coûts, l'état des comptes et le bilan des années antérieures.

Le Budget Prévisionnel et le Compte Administratif dédiés à ce service devront être déposés chaque année à la fois en version papier, et en version dématérialisée sur le logiciel Métier Solatis.

h-Qualité attendue du projet

L'expérience et le professionnalisme du promoteur dans la gestion d'établissements médico-sociaux, la qualification du personnel et l'efficacité de son organisation, la pluridisciplinarité, le travail en réseau et l'inscription de l'établissement dans son environnement, le respect des contraintes budgétaires et l'analyse de la pratique seront des éléments pris en compte pour apprécier la qualité du projet, qui devra également s'appuyer sur les recommandations de bonnes pratiques de l'ANESM.

3- Composition du dossier de cahier des charges :

Conformément à l'article R313-4-3 du Code de l'action sociale et des familles, chaque candidat, personne physique ou morale gestionnaire responsable du projet, adresse en une seule fois à l'autorité ou aux autorités compétentes, par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout autre moyen permettant d'attester de la date de leur réception les documents suivants, en un exemplaire « papier » et un exemplaire dématérialisé (gravé sur cédérom ou toute autre support) :

Il est possible que différents acteurs s'associent pour proposer une réponse commune afin d'assurer un accompagnement complet des MNA.

a - Concernant sa candidature :

- a) Les documents permettant de l'identifier, notamment un exemplaire des statuts s'il s'agit d'une personne morale de droit privé ;
- b) Une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est pas l'objet d'une condamnation devenue définitive mentionnée au livre III du Code de l'action sociale et des familles ;
- c) Une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est l'objet d'aucune des procédures mentionnées aux articles L313-16, L331-5, L471-3, L474-2 ou L474-5 ;

- d) Une copie de la dernière certification aux comptes s'il y est tenu en vertu du code du commerce ;
- e) Des éléments descriptifs de son activité dans le domaine social et médico-social et de la situation financière de cette activité ou de son but social ou médico-social tel que résultant de ses statuts lorsqu'il ne dispose pas encore d'une telle activité.

b - Concernant son projet :

Le candidat devra constituer un dossier complet pour répondre au lot 1. Pour le lot 2 seul un engagement écrit du candidat est attendu à ce stade.

- a) Tout document permettant de décrire de manière complète le projet en réponse aux besoins décrits dans le cahier des charges ;
- b) Un état descriptif des principales caractéristiques auxquelles le projet doit satisfaire, dont le contenu est fixé par l'arrêté du 30 août 2010 relatif au contenu minimal de l'état descriptif des principales caractéristiques du projet déposé dans le cadre de la procédure de l'appel à projet, à savoir :
 - * Un dossier relatif aux démarches et procédures propres à garantir la qualité de la prise en charge comprenant :
 - un avant-projet du projet d'établissement ;
 - l'énoncée des dispositions propres à garantir les droits des usagers en application des articles L311-3 à L311-8 du Code de l'action sociale et des familles ;
 - la méthode d'évaluation prévue pour l'application du premier alinéa de l'article L312-8 ;
 - le cas échéant les modalités de coopération envisagées en application de l'article L312-7 ;
- c) Un dossier relatif aux personnels comprenant une répartition prévisionnelle des effectifs par type de qualification ;
- d) Un dossier relatif aux exigences architecturales comportant :
 - une note architecturale décrivant avec précision l'implantation, la surface et la nature des locaux en fonction de leur finalité ;
- e) Un dossier financier (cf. 2 –f. Aspects financiers) ;
- f) Le cas échéant, l'exposé précis des variantes proposées et les conditions de respect des exigences minimales que ces derniers doivent respecter ;
- g) Dans le cas où plusieurs personnes physiques ou morales gestionnaires s'associent pour proposer un projet, un état descriptif des modalités de coopération.

Afin de faciliter l'étude des documents, il est demandé aux promoteurs des projets de présenter leur dossier en suivant la **présentation et la numérotation** exposées ci-dessus.

ANNEXE 2

Tableau de sélection des projets (critères et notation)

Thèmes	Critères	Coefficient pondérateur	Cotation (de 1 à 5)	Total
A. Stratégie, gouvernance et pilotage du projet	Expérience du candidat et connaissance du public, de l'environnement et des ressources locales	5		
B. Projet de service	B1. Adaptation du projet au public ciblé	5		
	B2. Qualification des professionnels	4		
	B3. Modalités de fonctionnement de la structure et mise en œuvre des droits des usagers	5		
	B4. Localisation et conditions matérielles d'accueil	4		
	B5. Coordination avec les partenaires et mutualisation avec des dispositifs existants	5		
C. Moyens financiers et modalités de gestion	C1. Pertinence du budget de fonctionnement et adéquation avec les conditions de l'appel à projet	5		
	C2. Recherche de mutualisation efficiente et optimisation des coûts	3		
D. Capacité de mise en œuvre	Capacité de réalisation du projet dans les délais	4		
TOTAL S/ 200				